



Aperçu de la session d'hiver 2021 – Réseau suisse des droits de l'enfant

Plusieurs objets en lien avec les droits de l'enfant sont à l'ordre du jour de la session parlementaire d'hiver :

Le **Conseil national** se penchera sur divers objets importants du point de vue des droits de l'enfant. Il abordera, entre autres, l'initiative parlementaire de la conseillère nationale Nadine Masshardt qui exige [une offensive en matière d'éducation à la citoyenneté](#), en particulier dans les écoles professionnelles. Le Conseil national va également débattre de [l'égalité des chances grâce à l'Agenda Intégration](#). Cette motion de la Commission de l'éducation du Conseil des Etats (CSEC-CE) charge le Conseil fédéral de soutenir les cantons dans la mise en œuvre et le financement de mesures visant à promouvoir l'aptitude des jeunes arrivés tardivement en Suisse à suivre une formation professionnelle. Le Conseil des Etats a déjà approuvé la motion, tout comme la majorité de la Commission de l'éducation du Conseil national (CSEC-CN). Le postulat "[Consommation d'alcool. Les jeunes très exposés à la publicité!](#)", quant à lui, souhaite introduire une meilleure protection des jeunes face à la publicité pour l'alcool, surtout sur internet. Le Conseil fédéral est favorable à l'acceptation du postulat. Il veut évaluer, grâce à un rapport, la possibilité d'appliquer plus sévèrement le droit actuel, en particulier pour la publicité en ligne. Enfin, le Conseil national se penchera sur une motion de sa Commission de l'éducation qui a pour but [l'inscription du droit de garde dans le registre des habitants du canton et dans celui de la commune](#). Le Conseil fédéral recommande d'accepter cette motion.

Comme de coutume pendant la session d'hiver, les deux chambres s'intéresseront en outre au [budget 2022 assorti du plan intégré des tâches et des finances 2023-2025](#). Dans ce contexte, les crédits en faveur de la protection de l'enfance et des droits de l'enfant seront aussi redéfinis. Ceux-ci se montent actuellement à environ 2 millions de francs.

Au programme du **Conseil des Etats**, on mentionnera surtout la motion de la conseillère aux Etats Eva Herzog, dont l'objectif est de [créer une base de données sur les décisions en matière d'entretien dans le droit de la famille](#). Les données qui seront collectées contiendront des informations sur l'existence, le montant et la durée des contributions d'entretien fixées, ainsi que d'autres aspects des conventions d'entretien, des conventions de séparation, des conventions de divorce ainsi que des décisions de justice concernant l'autorité parentale, la garde, etc. Le Conseil des Etats devra aussi aborder deux initiatives cantonales qui exigent d'une part une limitation du sucre ajouté dans les denrées alimentaires ([canton de Genève](#)) et d'autre part des informations plus explicites sur les étiquettes des denrées alimentaires en ce qui concerne le sucre ajouté ([canton de Fribourg](#)). La commission en charge de l'examen préalable a rejeté les deux initiatives. Le Conseil des Etats se penche en tant que conseil prioritaire sur les deux objets.

Les programmes de session et ordres du jour peuvent encore faire l'objet de modifications et peuvent être consultés aux liens suivants : [Conseil national](#) | [Conseil des États](#)



Semaine de session 1

Conseil national

Lundi 29.11.2021	Mardi 30.11.2021	Mercredi 01.12.2021	Jeudi 02.12.2021	Vendredi 03.12.2021
Motion Masshardt Nadine		Objet du CF	Objet du CF	
L'éducation à la citoyenneté est une prestation d'intérêt public		Budget 2022 assorti du plan intégré des tâches et des finances 2023-2025	Budget 2022 assorti du plan intégré des tâches et des finances 2023-2025	
21.429		21.041	21.041	

Semaine de session 1

Conseil des Etats

Lundi 29.11.2021	Mardi 30.11.2021	Mercredi 01.12.2021	Jeudi 02.12.2021	Vendredi 03.12.2021
	Objet du CF			
	Budget 2022 assorti du plan intégré des tâches et des finances 2023-2025			
	21.041			

Semaine de session 2

Conseil national

Lundi 06.12.2021	Mardi 07.12.2021	Mercredi 08.12.2021	Jeudi 09.12.2021	Vendredi 10.12.2021
Motion CSEC-CE			Objet du CF	
Comblar les lacunes de l'Agenda Intégration Suisse. Garantir l'égalité des chances pour tous les jeunes en Suisse			Ev. Budget 2022 assorti du plan intégré des tâches et des finances 2023-2025	
21.3964			21.041	
Motion CSEC-CN				
Inscription du droit de garde dans le registre des habitants du canton et dans celui de la commune				
21.3981				



Semaine de session 2

Conseil des Etats

Lundi 06.12.2021	Mardi 07.12.2021	Mercredi 08.12.2021	Jeudi 09.12.2021	Vendredi 10.12.2021
---------------------	---------------------	------------------------	---------------------	------------------------

Objet du CF

**Ev. Budget 2022 as-
sorti du plan intégré
des tâches et des fi-
nances 2023-2025**

21.041

Initiative cantonale

Fribourg
**Pour une présentation
sans équivoque de la
quantité de sucres ra-
pides présents dans
les denrées alimen-
taires**

21.315

Initiative cantonale

Genève
**Pour une action effi-
cace en faveur de la
santé publique. Limi-
ter la teneur en sucre
des boissons indus-
trielles et des aliments
transformés**

20.311

Semaine de session 3

Conseil national

Lundi 13.12.2021	Mardi 14.12.2021	Mercredi 15.12.2021	Jeudi 16.12.2021	Vendredi 17.12.2021
---------------------	---------------------	------------------------	---------------------	------------------------

Postulat

Roth Franziska

**Des modèles de finan-
cement déficients dis-
criminent les enfants
et adolescents souf-
frant de maladies psy-
chiques**

19.4488

Objet du CF

**Ev. Budget 2022 as-
sorti du plan intégré
des tâches et des fi-
nances 2023-2025**

21.041

**Ev. Budget 2022 as-
sorti du plan intégré
des tâches et des fi-
nances 2023-2025**

21.041

Initiative parlem.

Amherd Viola

**Punir enfin le pédopié-
geage en ligne**

18.434

Postulat

Fehlmann Rielle Lau-
rence

**Consommation d'al-
cool. Les jeunes très
exposés à la publicité!**

21.3817



Semaine de session 3

Conseil des Etats

Lundi 13.12.2021	Mardi 14.12.2021	Mercredi 15.12.2021	Jeudi 16.12.2021	Vendredi 17.12.2021
	Motion Herzog Eva	Motion Mazzone Lisa		
Ev. Budget 2022 as- sorti du plan intégré des tâches et des fi- nances 2023-2025	Création d'une base de données sur les décisions en matière d'entretien dans le droit de la famille	Le congé de paternité de deux semaines doit être valable pour tous les couples	Ev. Budget 2022 as- sorti du plan intégré des tâches et des fi- nances 2023-2025	
21.041	21.4191	21.4331	21.041	



Aperçu des objets de la session d'hiver 2021 en lien avec les droits de l'enfant

Objet du Conseil fédéral

21.041

Budget 2022 assorti du plan intégré des tâches et des finances 2023-2025

Le Conseil national et le Conseil des Etats vont tous deux se pencher sur le budget 2022, sur les tâches et le plan de financement 2023-2025. Dans ce contexte, les crédits en faveur de la protection de l'enfance et des droits de l'enfant seront aussi redéfinis. Ceux-ci se montent actuellement à environ 2 millions de francs.

Motion CSEC-CE

21.3964

Comblar les lacunes de l'Agenda Intégration Suisse. Garantir l'égalité des chances pour tous les jeunes en Suisse

Cette motion charge le Conseil fédéral

1. de soutenir les cantons dans la mise en œuvre et le financement de mesures visant à promouvoir l'aptitude des adolescents et des jeunes adultes en provenance de l'UE, de l'AELE ou d'Etats tiers et arrivés tardivement en Suisse à suivre une formation professionnelle,
2. d'évaluer le programme pilote "Préapprentissage d'intégration Plus", d'y apporter au besoin des modifications en fonction des expériences réalisées et de pérenniser les contributions versées par la Confédération aux cantons à ce titre, et
3. de prévoir, en collaboration avec les cantons, des mesures permettant de mieux atteindre le groupe cible (information préalable systématique et offres de conseil et d'analyse du potentiel)

Le Conseil des Etats a déjà accepté la motion, tout comme la majorité de la Commission de l'éducation du Conseil national. Durant la session d'hiver, c'est au tour du Conseil national de se positionner.

Motion CSEC-CN

21.3981

Inscription du droit de garde dans le registre des habitants du canton et dans celui de la commune

Le Conseil fédéral est chargé de réaliser aussi vite que possible l'étude de faisabilité annoncée dans le rapport en réponse au postulat Fluri "Protection de l'enfance. Assurer le flux d'informations, être davantage à l'écoute du client". Pour autant qu'aucun obstacle majeur ne ressorte de cette étude, il créera ensuite rapidement les bases légales nécessaires à l'inscription de l'autorité parentale dans le registre des habitants du canton et dans celui de la commune. Le Conseil fédéral demande d'accepter la motion. Le Conseil national traite l'objet en tant que conseil prioritaire.

Motion Herzog Eva

21.4191

Création d'une base de données sur les décisions en matière d'entretien dans le droit de la famille

Le Conseil fédéral est chargé de créer une base de données sur les décisions en matière d'entretien dans le cadre du droit de la famille. Les microdonnées qui seront collectées contiendront des informations sur l'existence, le montant et la durée des contributions d'entretien fixées par les tribunaux dans les catégories que sont l'entretien entre époux (art. 163 CC), l'entretien après le divorce (art. 125 CC) et l'entretien de l'enfant (art. 276 ss CC). Elles porteront également sur d'autres aspects des conventions d'entretien, des conventions de séparation, des conventions de divorce ainsi que des décisions de justice (bases légales, autorité parentale, garde, droit de visite, partage de la prévoyance professionnelle, régime matrimonial, revenu hypothétique et charges prévisibles). Elles pourront être appariées à d'autres sources de données à des fins de recherche. Le Conseil des Etats traite l'objet en tant que conseil prioritaire.



Motion Mazzone Lisa

21.4331

Le congé de paternité de deux semaines doit être valable pour tous les couples

Le Conseil fédéral est chargé de transmettre une adaptation des bases légales au parlement, de sorte qu'il soit précisé que le congé de paternité de deux semaines est valable pour tous les couples et s'applique ainsi à l'épouse et co-mère dans les couples de femmes. Le Conseil des Etats traite l'objet en tant que conseil prioritaire.

Initiative parlementaire Amherd Viola

18.434

Punir enfin le pédopiéage en ligne

L'initiative exige que le pédopiéage en ligne soit réprimé en tant qu'infraction poursuivie d'office. Le pédopiéage en ligne se définit comme la prise de contacts sur Internet avec des mineurs à des fins sexuelles. Fondamentalement, plusieurs types d'infraction en lien avec le pédopiéage font aujourd'hui déjà l'objet d'une définition pénale, mais de manière insuffisante. Le pédopiéage ne doit pas être considéré comme un délit uniquement à partir du moment de la rencontre, respectivement du déplacement en vue de la rencontre, mais plus en amont en englobant notamment les négociations préalables, p. ex. les discussions sexualisées en ligne visant à aboutir à une rencontre. Le harcèlement sexuel contre des enfants sur Internet doit quoiqu'il en soit être poursuivi d'office. La Commission des affaires juridiques du Conseil national a déjà donné suite à l'initiative. Le Conseil national doit se prononcer sur une prolongation du délai de l'initiative. Le but étant notamment d'attendre un postulat transmis par le Conseil national qui souhaite mieux définir les moyens de sanctionner les auteurs de cyber-harcèlement et de cyber-violence en procédant aux modifications nécessaires dans le code pénal.

Initiative parlementaire Masshardt Nadine

21.429

L'éducation à la citoyenneté est une prestation d'intérêt public

L'initiative demande que l'éducation à la citoyenneté soit déclarée prestation particulière d'intérêt public dans le cadre de la formation professionnelle, afin que la Confédération puisse prendre en charge une partie des coûts dans les limites des crédits alloués. La loi fédérale sur la formation professionnelle sera modifiée comme suit :
Art. 55 : Par prestations particulières d'intérêt public, on entend notamment : k. (nouvelle) les mesures visant à encourager l'éducation à la citoyenneté. Par 13 voix contre 12, la Commission de l'éducation du Conseil national a décidé de ne pas donner suite à l'initiative. Elle est maintenant à l'ordre du jour du Conseil national.

Postulat Roth Franziska

19.4488

Des modèles de financement déficients discriminent les enfants et adolescents souffrant de maladies psychiques

Le Conseil fédéral est invité à présenter dans un rapport les modalités de financement des établissements pédopsychiatriques de manière à éviter que certains patients soient défavorisés. Plus particulièrement, il s'attachera à proposer des solutions pour assurer le financement de structures semi-hospitalières dont la taille et le nombre permettent de répondre aux besoins. Le Conseil fédéral demande de rejeter le postulat. Le Conseil national le traite en tant que conseil prioritaire.



Postulat Fehlmann Rielle Laurence

21.3817

Consommation d'alcool. Les jeunes très exposés à la publicité !

Le postulat charge le Conseil fédéral de faire des propositions destinées à restreindre la promotion pour les boissons alcooliques, en particulier chez les jeunes. En Suisse, une enquête représentative d'Addiction Suisse a montré que les adolescents-es sont particulièrement sensibles à la publicité pour l'alcool. Par exemple, on a noté que plus les personnes interrogées ont remarqué la publicité, plus elles rapportaient une consommation ponctuelle à risque. Cette corrélation est surtout marquée dans la tranche des 15-24 ans. Le marketing numérique de l'alcool devient omniprésent et les marques d'alcool utilisent un très grand nombre de plateformes en ligne et de médias sociaux pour promouvoir leurs produits. Les jeunes sont en particulier constamment exposés à la publicité par tous les canaux de communication qu'ils utilisent. Le Conseil fédéral demande d'accepter le postulat et souhaite évaluer, grâce à la réalisation d'un rapport, les moyens d'appliquer et d'améliorer le droit existant autour de la publicité sur l'alcool dans le domaine de la publicité sur internet. Le Conseil national se penche sur l'objet en tant que conseil prioritaire.

Initiative cantonale – canton de Genève

20.311

Pour une action efficace en faveur de la sante publique. Limiter la teneur en sucre des boissons industrielles et des aliments transformés

L'initiative déposée par le canton de Genève demande au Conseil fédéral de réglementer de manière restrictive la teneur en sucres ajoutés des denrées alimentaires afin de réduire les effets nocifs de sa consommation sur la santé des consommateurs. Le canton de Genève a déjà décidé, de son côté, d'introduire une taxe sur l'ajout de sucre dans les boissons sucrées produites industriellement et les produits transformés. Le but de cette taxe n'est pas de pénaliser les consommateurs-rices, mais d'inciter l'industrie agroalimentaire à réduire la teneur en sucre des denrées alimentaires. En parallèle à l'introduction de cette taxe, le problème devrait aussi être abordé directement en limitant de manière stricte la teneur en sucre dans les boissons sucrées industrielles et dans les produits transformés. La Commission de l'éducation du Conseil des Etats n'a pas donné suite à l'initiative. Le Conseil des Etats traite l'initiative en tant que conseil prioritaire.

Initiative cantonale – canton de Fribourg

21.315

Pour une présentation sans équivoque de la quantité de sucres rapides présents dans les denrées alimentaires

Les Autorités fédérales sont invitées à arrêter les dispositions législatives nécessaires, dont notamment une adaptation de l'ordonnance du DFI concernant l'information sur les denrées alimentaires (OIDAI ; RS 817.022.16), pour:

1. rendre obligatoire la teneur en sucres dans la déclaration nutritionnelle ;
2. rendre, en sus, obligatoire un étiquetage lisible et d'emblée compréhensible pour tous les consommateurs et toutes les consommatrices. La Commission de l'éducation du Conseil des Etats n'a pas donné suite à l'initiative. Le Conseil des Etats traite l'initiative en tant que conseil prioritaire. Le sujet doit cependant être abordé dans le cadre du postulat accepté "[Améliorer l'efficacité du Nutri-Score](#)".